

"L'action fédéraliste au niveau international" dans L'unité européenne (Mai-Juin 1944)

Légende: En mai 1944, le périodique clandestin italien L'Unità europea, organe du Mouvement fédéraliste européen, souligne les efforts entrepris par les fédéralistes européens contre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste pour parvenir à l'unité de l'Europe.

Source: L'unità europea. Voce del movimento federalista europeo. Maggio-Guigno 1944, n° 4. Torino: Movimento. "L'azione federalista sul terreno internazionale", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_action_federaliste_au_niveau_international_dans_l_unite_europeenne_mai_juin_1944-fr-b2871762-028c-4d8e-a65a-08e86dfdf85a.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'action fédéraliste au niveau international

Il y a un an, aux premiers jours du mois de mai 1943, le premier numéro d'*Unità Europea*, (Unité européenne) sortit clandestinement. Un journal qui constituait le premier cri, le premier signe lancé par l'Italie sur la nécessité de prêter une attention particulière à la question d'une Union fédérale faite d'États nationaux souverains, si l'Europe veut sortir du chaos.

Le deuxième numéro sortit à la fin du mois de juillet; il louait la collaboration de ceux qui à Ventotene avaient été les premiers à indiquer la voie vers l'Union fédérale. Cette collaboration était arrivée elle aussi clandestinement à la rotative qui, avant d'être lancée, avait réservé un espace pour saluer la libération de certaines victimes politiques du fascisme. Ce deuxième numéro était particulièrement important dans la mesure où il énumérait dans les détails les conditions sine qua non au fédéralisme européen: une *citoyenneté* fédérale, à savoir que l'Union fédérale devrait devenir une *res publica* de tous les citoyens des États membres, où ces derniers exerceraient *directement*, et non par l'intermédiaire des États respectifs, leurs droits politiques et le contrôle du gouvernement fédéral. En outre, le premier pas vers la Fédération européenne serait l'abandon du principe qu'un État doit s'abstenir d'interférer dans les affaires internes d'un autre État (c'est le principe même qui a coûté à l'Europe l'émergence du fascisme et du nazisme et de différents gangstérismes politiques).

Le troisième numéro sortit au début du mois de septembre, à l'aube de l'armistice, juste avant que les Allemands ne commencent le sac et l'assaut méthodique de notre pays. Ce numéro annonçait d'avance ce qui allait se passer et lançait déjà un cri pour l'unité de l'Europe et pour la lutte des partisans: «Guerre au nazisme!».

Ensuite ce fut le silence radio. La guerre au nazisme, à ses sbires et aux esclaves du néofascisme a été prise au sérieux par les fédéralistes. Nous nous sommes donc tous engagés et chacun de nous s'est vu adhérer à des organisations partisans ou à des groupes ou des comités de libération, ce qui nous permettait de maximiser l'efficacité de la contribution de chacun à la lutte commune. Tout cela se produisit dans une Italie à la fois encline et rebelle au joug nazi-fasciste.

Mais l'action fédéraliste est soit internationale, soit elle n'est pas: l'outil de comparaison ou de mesure de la façon dont notre fédéralisme actuel est sorti de sa phase de «*belle utopie*» à la Victor Hugo ou à la Coudenhove Kalergi réside justement dans sa capacité à provoquer ou à être l'auteur d'*initiatives politiques plurinationales concertées*. Nous savons très bien que l'exaspération des nationalismes dans les pays opprimés par la folie nationaliste et raciste allemande a été, et est toujours, une arme de guerre aux mains des nations alliées. Rien ne peut être reproché à celles-ci lorsqu'elles s'en servent, notamment après le refus français de 1940 de *partager* la citoyenneté du *Commonwealth* britannique, ce qui a forcément dû donner à des hommes comme Churchill, autrefois pragmatiques, positifs et conservateurs, une idée de la mesure dans laquelle les États nationaux européens étaient peu disposés, même pas *in articulo mortis*, à renoncer à leur souveraineté nationale absolue!

Par conséquent, dans un sens, le travail le plus difficile a été relégué à nos compagnons qui, se conformant aux indications issues de la réunion fédéraliste des 27-29 août 1943, sont partis à l'étranger pour commencer le travail ingrat de poser les bases d'un travail politique fédéraliste *concret*, qui devait être européen sans le vouloir, dans les faits et malgré l'ambiance incertaine des méfiances nationalistes.

Et nous, jusque-là, nous n'avons rien dit, nous sommes restés muets jusqu'au moment où nous avons pu présenter à l'opinion publique antifasciste italienne les premiers résultats de notre travail européen, une opinion encore fondamentalement *sceptique*, non sur les possibilités, mais surtout sur l'opportunité de parler à l'Europe de fédéralisme.

Ces premiers résultats, quoique modestes, restent prometteurs. L'unité de l'Europe est aujourd'hui une réalité: d'Oslo à la Toscane, de Bordeaux à Varsovie, des partisans mènent la même bataille avec les mêmes méthodes, et très souvent ils trouvent la mort après avoir été torturés par les mêmes bourreaux. L'unité de l'Europe s'est faite *contre* le totalitarisme nazi et *contre* l'hégémonie nationaliste et raciale allemande; il s'agit seulement de lui donner, tout en la gardant, un contenu à la fois positif et constructif, de la transformer en l'unité des Européens *autour de l'Union fédérale européenne*, autour de la seule forme de gouvernement qui permette de prévenir les nationalismes autarciques et totalitaires et d'atteindre, avec des institutions stables et durables, les véritables objectifs pour lesquels, au-delà de toute rhétorique d'antan, les partisans de l'Europe entière se battent.

Les *porteurs des germes* du fédéralisme en Europe sont donc naturellement, et de plus en plus, destinés à devenir les *Mouvements de Résistance et de Libération* tels qu'ils existent dans tous les pays où font rage guérilla et lutte des partisans.

Des approches du travail fédéraliste commun existent bien aujourd'hui entre nos compagnons et les représentants accrédités des groupes de la résistance des autres pays européens. La réunion préparatoire du congrès fédéraliste international a eu lieu à la fin du mois de mars dans un pays neutre. Ont participé à cette réunion trois représentants de la lutte antifasciste et antinazie, trois représentants de la résistance française, deux de la résistance néerlandaise, un Tchèque, un Polonais, un Norvégien et un membre de l'Internationale des syndicats ouvriers. Après une discussion mouvementée, on a résolu de façon intelligente l'indéniable difficulté posée par la participation d'un délégué allemand. Si d'un côté il n'y a pas de doutes sur le fait que l'Union fédérale européenne doit se faire avec la participation d'un peuple allemand *purifié* de son poison nazi, hégémonique et totalitaire, de l'autre côté la préoccupation demeure légitime. La préoccupation de protéger de façon stricte, du moins pour l'instant, les mouvements de résistance de tout contact avec les Allemands. Car ces mouvements sont engagés désormais dans une lutte à mort non seulement contre les nazis, mais aussi contre l'armée et toutes les autorités d'occupation allemandes présentes dans les différents pays européens. Le délégué allemand de la lutte antinazie d'Allemagne a participé aux travaux de la réunion préparatoire jusqu'au point de l'ordre du jour concernant le plan de déclaration fédéraliste, et s'est retiré lorsqu'il était question d'aborder des problèmes inhérents aux différents mouvements de résistance des pays occupés.

Une seconde réunion suivra cette première, et il sera question de présenter le plan de déclaration publié dans une autre section du journal. Ce plan nécessitera la mise sur pied d'un comité permanent de liaison.

Le travail accompli par le mouvement fédéraliste européen à l'extérieur de l'Italie ne se limite pas à cela, il y a aussi la presse, l'élaboration et la diffusion de brochures, la création de contacts qui serviront dans l'avenir et la préparation fastidieuse des rapports en collaboration avec les sphères officielles des Nations unies et avec les grandes forces progressistes qui ne sont pas au gouvernement, mais qui constituent toutefois la promesse de l'avenir dans le monde anglo-saxon et dont on ne peut pas encore parler. Nous avons aussi passé en revue le secteur plutôt important des Européens continentaux qui feront *aussi* partie des forces qui créeront l'Europe unie.

Ce numéro était déjà en phase de composition quand on a reçu la nouvelle de la libération de Rome et du débarquement anglo-américain en Normandie: pour le nazi-fascisme, c'est le début de la fin, pour l'Europe c'est le début d'une période où elle aura de grandes opportunités, comme elle n'en a jamais eu dans son histoire, de s'unir au sein d'une fédération puissante et glorieuse de peuples libres et démocratiques, et pour nous une exhortation à aller encore plus loin, enthousiasmés par l'espoir.